Document generated on 05/09/2025 4:02 a.m.

Bulletin d'histoire politique

Renouveler la citoyenneté: un défi démocratique et solidaire
Déclaration du colloque Droit de cité

Volume 4, Number 4, Summer 1996

URI: https://id.erudit.org/iderudit/1063577ar
DOI: https://doi.org/10.7202/1063577ar

See table of contents

Publisher(s)

Association québécoise d'histoire politique
Septentrion

ISSN

1201-0421 (print)
1929-7653 (digital)

Explore this journal

Cite this document

(1996). Renouveler la citoyenneté: un défi démocratique et solidaire : déclaration du colloque Droit de cité. *Bulletin d'histoire politique*, *4*(4), 100–106. https://doi.org/10.7202/1063577ar

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique; VLB Éditeur, 1996

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

https://www.erudit.org/en/

RENOUVELER LA CITOYENNETÉ: UN DÉFI DÉMOCRATIQUE ET SOLIDAIRE

Déclaration du colloque **Droit de cité**

Ce nous, que nous formons par notre réunion, est un Nous citoyen. C'est donc dire qu'il ne tire à la fois sa réalité, sa légitimité, son sens et sa portée que d'inclure toujours davantage d'autres, reconnus pour ce qu'ils sont à tous égards, et cela pour libérer et accroître en chacun cette puissance requise à l'émergence d'une cité décidée par tous dans la reconnaissance de la dignité et de la responsabilité de chacun. Nous n'avons pas à désespérer de ce donc nous sommes capables. Nous pouvons en être raisonnablement fiers.

PAUL CHAMBERLAND
Tiré de la Déclaration liminaire
présentée au colloque *Droit de cité*

Nous voulons redonner un sens à la citoyenneté et à la démocratie. Confrontés aux dégâts engendrés par le néo-libéralisme et à ses conséquences, nous ne pouvons nous contenter de les déplorer: le chômage et la pauvreté certes, mais aussi le mépris, l'isolement, la misère morale et la violence. Nous faisons le choix d'une culture de la solidarité sociale, de l'équité et de l'espoir, parce que nous savons qu'elle est le seul antidote connu à l'exclusion, à l'indifférence et au cynisme qui sont en train de nous détruire.

Nous entendons investir plus que jamais le champ de la politique, mais pour le transformer dans le sens d'un élargissement des droits démocratiques et d'une revalorisation de la dignité des personnes et des collectivités. Témoins du détournement d'institutions publiques, nous tenons à affirmer haut et fort que l'heure n'est pas à la remise en cause de la raison d'être de l'État mais de sa façon d'être.

Reprendre en main notre avenir individuel et collectif

En tant que citoyennes et citoyens, nous avons tout intérêt à concevoir et à mettre de l'avant de nouvelles façons de vivre ensemble. Nous faisons le pari des partenariats à renforcer, entre les milieux populaires, le mouvement des femmes, les syndicats et les communautés ethnoculturelles, entre les milieux de l'enseignement et des médias, entre les intellectuels et les praticiens. L'exercice démocratique ne peut se limiter au droit de voter et être confiné au champ politique et aux seuls appareils. Il doit s'exercer sur les lieux de travail, il commande aussi des concertations à la base, pour négocier le partage du travail et des ressources. Il exige, en outre, la mise en place de relais de pouvoir et des réseaux d'information et de savoir. Un nouveau projet de société s'impose, lequel implique non seulement des changements dans le mode de fonctionnement des institutions (partis, syndicats ou associations), mais des changements aussi des mentalités et des comportements devenus trop individualistes.

Rétablir les liens entre les droits et les responsabilités

Nous n'avons plus de temps à perdre à chercher des coupables ni à attendre de l'État, tel qu'il est présentement, la solution à tous nos problèmes. Nous, citoyennes et citoyens, d'âge et d'appartenances sociale et culturelle différentes, nous voulons repenser la vie en société et recréer des rapports sociaux plus humains et égalitaires. Il nous faudra, à cet égard, rompre avec l'acharnement observé à s'accaparer le plus de pouvoir et de richesses pour soi-même et son groupe d'appartenance. Nous devons penser et agir de manière responsable autant localement que globalement. Il y a donc lieu d'articuler la lutte pour l'exercice réel des droits à celle visant la mise en place d'outils permettant aux citoyennes et aux citoyens d'assumer leurs responsabilités sociales.

Nous voulons réhabiliter la notion de responsabilité individuelle, mais nous refusons de faire porter aux seuls individus le poids des responsabilités sociales des entreprises et de l'État. Pour nous, être des citoyennes et des citoyens responsables, c'est refuser que des personnes soient privées de leurs droits et exclues de la vie sociale. C'est donc s'engager solidairement à combattre toutes les formes d'exclusion. C'est aussi refuser d'être désapproprié de notre identité, de nos potentialités, de nos savoirs et de nos espoirs par les experts, les technocrates et les affairistes de tous genres. Il nous faut donc reconquérir notre statut d'acteur capable de prendre en main notre propre sort et de contribuer à l'amélioration de celui de nos semblables.

Combattre l'exclusion

L'exclusion comprend différentes facettes dont la principale est l'exclusion économique. Celle-ci conduit à l'exclusion sociale, à la perte d'identité, à l'absence de reconnaissance sociale et à la misère morale. Atteintes dans leur dignité humaine, les personnes exclues et les jeunes tout particulièrement sont coupées des moyens qui leur permettent de participer aux décisions qui affectent leur quartier, leur ville, leur région et leur pays.

L'exclusion massive des jeunes générations du marché du travail aura des conséquences désastreuses sur leur capacité de prendre leurs responsabilités de citoyens et de citoyennes et ce, malgré leur volonté de le faire. Ils demandent de façon incessante à ceux et à celles qui ont des emplois et des postes de responsabilité de leur ouvrir les portes, de partager le travail et de prendre le temps de les écouter. Quant aux femmes, elles ont subi une double exclusion: celle du marché du travail et de la vie publique. Encore aujourd'hui, malgré le fait qu'elles soient majoritaires dans la plupart des facultés universitaires, elles demeurent encore largement exclues de l'emploi et des postes de direction. Une nouvelle culture démocratique permettant de lutter contre l'exclusion doit comprendre comme l'un de ses traits essentiels la pleine et entière participation des femmes au renouvellement de la vie en société; leur vision du monde a une valeur déterminante à cet égard.

Combattre l'exclusion implique donc de redonner leur part de pouvoir aux citoyennes et aux citoyens, en les incitant d'abord à investir les lieux de pouvoir les plus près d'eux. Il ne suffit plus d'obtenir de nouveaux services; il faut viser un véritable développement économique axé sur les besoins et les capacités des membres de la communauté, un développement qui réalise l'intégration entre l'économie et les conditions de vie sociales, culturelles et civiques du milieu. Un nouveau modèle de développement est en émergence qui fait appel à une citoyenneté repensée sur de nouvelles bases.

Développer le goût de vivre ensemble

Comme c'est le cas pour la plupart des sociétés contemporaines, la société québécoise est plus diversifiée que jamais. La lutte contre l'intolérance, génératrice d'exclusion parce qu'elle refuse la différence, doit constituer un axe central de notre démarche. Nous admettons que le sentiment d'appartenance, bien qu'il renvoie à une réalité complexe, repose essentiellement sur l'existence d'institutions et sur l'adhésion à des valeurs démocratiques communes. Nous pensons notamment ici au principe d'égalité — garantie à la fois par les chartes et des institutions et mécanismes appropriés — au pluralisme d'expression et ce, dans le respect du français comme langue

véhiculaire commune. Nous reconnaissons, du même souffle, que le refus de respecter les différences, de prendre en compte la diversité, ainsi que l'insuffisance de mécanismes d'intégration constituent également une menace à la cohésion sociale.

Il nous faut donc rechercher les moyens d'établir un meilleur équilibre et s'efforcer de concilier le respect des différences individuelles et communautaires avec l'adhésion aux valeurs et aux institutions communes. Nous y parviendrons si nous favorisons l'émergence d'une culture politique aussi plurielle que partagée. Cette exigence devra nécessairement être prise en compte dans le cadre du débat référendaire sur la souveraineté du Québec.

Développer les outils de la citoyenneté

Pour promouvoir une culture de la citoyenneté: l'école et les médias

Dans nos sociétés bureaucratisées et centrées sur des rapports marchands, le citoyen a cédé la place au consommateur, à l'électeur, au bénéficiaire, au client, à l'assisté: il est isolé et mis trop souvent en situation de dépendance ou de concurrence. Les liens sociaux ont donc tendance à s'effriter et les individus se sentent en conséquence impuissants. Il devient donc nécessaire de réhabiliter la citoyenne et le citoyen et de leur offrir les outils leur permettant d'avoir une prise sur la réalité et de renouer les liens avec leurs semblables. Le système éducatif et les médias constituent à cet égard des outils sociaux décisifs pour informer et former des individus en tant que citoyennes et citoyens libres, conscients de leurs droits et responsabilités et convaincus de l'impératif de la solidarité.

La mission de l'école

L'école doit correspondre au type de société démocratique auquel nous aspirons en favorisant l'égalité des chances, une formation accomplie pour le plus grand nombre et l'intégration sociale. Il lui incombe aussi de transmettre les savoirs appropriés relatifs aux exigences de la vie en société: la responsabilisation, la connaissance des institutions démocratiques, de l'histoire et de la langue communes, ainsi que les conditions d'une démocratie pluraliste et ouverte.

Face aux nouvelles exigences démocratiques et aux nombreux défis posés par les mutations économiques, technologiques et scientifiques, le système d'enseignement dans son ensemble est en quelque sorte à repenser. Les États généraux promis par le nouveau gouvernement du Québec devront permettre de tenir ce débat large sur la mission sociale du système d'éducation. Ils devront, en outre, accorder une place importante aux étudiantes et étudiants jeunes et adultes.

Le rôle des médias

La participation des citoyennes et citoyens aux débats et aux décisions publiques dépendent aussi très largement de la qualité de l'information diffusée par les médias. La démocratie est actuellement passablement malmenée par les médias qui nous imposent trop souvent leur langage, leurs valeurs, leurs grilles d'analyse et qui n'accordent de crédibilité qu'aux dirigeants et aux experts. Les médias sont devenus un pouvoir en soi et ils agissent de moins en moins à titre d'intermédiaire entre les pouvoirs et les citoyennes et citoyens. En général, ils ne sont plus de réels outils permettant l'expression des divers points de vue et pouvant favoriser en conséquence la communication sociale. Cette situation contribue certainement à l'effritement des liens sociaux.

Les médias doivent reprendre contact avec les diverses réalités et contribuer à redonner aux citoyens le goût d'agir et de s'impliquer. Les organismes, qui sont au cœur des enjeux sociaux, souhaitent, pour leur part, établir des ponts plus étroits avec les journalistes et les médias. Pour ce faire, les médias pourraient ouvrir leurs portes à la participation des usagers en créant, notamment, des comités consultatifs sur certaines thématiques. Il y a lieu aussi de favoriser la mise sur pied et le financement de groupes d'usagers et de vigilance sur les médias.

La vie associative: pour une citoyenneté incarnée

Nous entretenons un grand espoir dans l'avenir démocratique de notre société quand nous prenons en compte le nombre considérable d'organismes populaires et communautaires implantés dans les quartiers et les régions du Québec. On en dénombre présentement pas loin de 5000. Ces groupes interviennent de plus en plus dans le domaine de la création d'emplois et du développement économique. La lutte contre toutes formes d'exclusion y est singulièrement active, entre autres celles qui procèdent de l'analphabétisme et de la situation des sans-abri ou des sans-emploi. Les citoyennes et les citoyens trouvent ainsi des moyens et des lieux pour opposer une résistance soutenue face à l'indifférence.

Malheureusement, l'existence de très nombreux groupes est actuellement menacée de disparition, sous couvert de la lutte au déficit fédéral. Nos élites dirigeantes, qui se disent attachées aux valeurs démocratiques, devront reconnaître de façon tangible l'importance politique de ces groupes et associations. La force que représente la vie associative doit être amplifiée.

Revitaliser les institutions politiques

Le désenchantement à l'égard de la politique a par contre pris des dimensions alarmantes. Il se manifeste de diverses façons: par un sentiment d'impuissance face à «la tyrannie des experts et des technocrates»; par une perte de crédibilité et de confiance face au manque d'imputabilité des élus et au non-respect de leurs engagements électoraux. La démocratie représentative tend à devenir une coquille vide tant les politiciens s'éloignent des citoyennes et des citoyens, et ne savent plus traduire leurs aspirations.

Les principaux centres de pouvoir se sont déplacés sur le terrain de l'économie et concentrés entre les mains de grandes institutions politico-financières internationales, telle la Banque mondiale. Cette situation n'est pas sans accentuer le sentiment d'impuissance des citoyens. Ce processus d'internationalisation et de centralisation est cependant à l'origine de nombreux dérapages, car il s'est avéré inefficace à relancer la croissance économique et l'emploi. On assiste donc, actuellement, à des tentatives visant à transférer aux niveaux local et régional les pouvoirs qu'ils sont mieux en mesure d'assumer.

Ce mouvement de mondialisation et cette dynamique de décentralisation constituent en quelque sorte les nouveaux espaces de participation. La régionalisation annoncée représente, en effet, une bonne occasion pour les organismes sociaux et les citoyens de réinvestir le champ de la politique. S'il faut prendre appui sur les lieux de pouvoir les plus rapprochés, nous convenons aussi de la nécessité de renforcer les réseaux internationaux de solidarité afin d'être en mesure d'influencer l'opinion publique internationale et de pouvoir peser conséquemment sur ce pôle de décision.

Cela dit, l'État national demeurera un lieu important de décision. Il lui faudra toutefois reconquérir ses pouvoirs lui permettant de jouer plus efficacement son rôle de régulateur des rapports sociaux, de réduction des inégalités ainsi que de mise en œuvre de politiques visant à favoriser la création d'emplois. Assurer le bien-être de toutes les citoyennes et citoyens, et leur garantir une possibilité réelle de participer à la vie culturelle, sociale et politique nous apparaît devoir être la mission principale de l'État.

La volonté exprimée par les 400 participantes et participants au colloque *Droit de cité*, de participer davantage aux débats et d'investir les divers lieux de pouvoir semble, à court terme, devoir emprunter trois voies principales: la mobilisation autour de la réforme Axworthy, la participation au débat référendaire et l'engagement dans le processus de régionalisation. Ce colloque constitue en quelque sorte une étape importante dans le processus de recomposition des alliances et des solidarités, qui se manifeste

actuellement dans les régions et les quartiers, autour de la lutte au déficit démocratique et à l'exclusion. Nous croyons qu'il émergera de ce mouvement une véritable alternative au néo-libéralisme.

Ont signé pour le comité organisateur et le comité synthèse du colloque:

René Doré
Joseph Giguère
André Paradis
Lina Trudel
Michel Lizée
Céline Saint-Pierre

La reproduction de cette déclaration est autorisée par les membres du comité organisateur du colloque *Droit de cité: repenser la citoyenneté pour vivre la démocratie* dont elle est issue. Ce comité se compose de: René Doré (Centre de formation populaire), Joseph Giguère (Centre Saint-Pierre), André Paradis (Ligue des droits et libertés du Québec) et Lina Trudel (Institut canadien d'éducation des adultes). Pour plus d'informations: (514) 948-2044.